

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
LE 29 AVRIL 1975



**STATEMENT  
DISCOURS**

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR  
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,  
À ACCRA, LE 24 AVRIL 1975

---

(TRADUCTION)

D

Je caressais depuis longtemps l'espoir de visiter l'Afrique et, après ma nomination comme Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en août dernier, j'ai jugé essentiel de le faire le plus tôt possible. L'Afrique d'aujourd'hui est un foyer de changements créateurs et l'un des principaux centres d'intérêts du Canada. Pour l'instant, je n'ai pu que faire un bref séjour en Afrique occidentale, mais mon escale au Ghana constitue un fait saillant de cette brève tournée de cinq États africains importants.

Au Canada, nous sommes fort conscients du fait que le Ghana a été à la fois l'instigateur et le creuset de la décolonisation, de l'indépendance et de l'unité en Afrique; ce processus politique, économique et culturel entre maintenant dans sa phase culminante. Nous constatons comment le Ghana contribue au resserrement des liens entre les États d'Afrique occidentale. Le rôle important que vous avez joué dans l'élaboration de la Convention de Lomé entre la ACP (Afrique/Caraïbes/Pacifique) et la CEE (Communauté économique européenne) a été mis en valeur par le tenue à Accra de la dernière et cruciale réunion des ministres du ACP. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'un Ghanéen de grande valeur ait été secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique durant une longue période marquée par la créativité.

Ma visite au Ghana est également dictée par d'importantes raisons d'ordre bilatéral. Le Ghana est l'un des États africains avec lequel le Canada entretient des relations diplomatiques, de surcroît étroites et amicales, depuis le plus longtemps. Nos relations bilatérales se sont épanouies dans plus d'un secteur d'intérêt commun. Nos deux pays se sont consultés et ont collaboré étroitement sur des questions de politique étrangère aussi importantes que variées. Des visites et des échanges officiels et personnels entre nos deux pays marquent de cordialité et de variété des relations qui remontent avant votre accession à l'indépendance en 1957.

Le développement économique a été l'un des thèmes dominants de nos relations. Nous avons accepté avec empressement de collaborer avec vous au succès d'un certain nombre de projets. En conformité avec votre sage et dynamique politique d'auto-développement, ces entreprises menées en collaboration correspondaient évidemment à vos priorités nationales et à votre volonté de renforcer l'armature économique propice à une croissance auto-génératrice. Nous sommes heureux de constater que notre modeste apport à votre énergique programme de développement économique a eu des résultats si positifs dans des secteurs aussi divers que l'énergie, l'aménagement des eaux, le transport, l'éducation, l'alimentation et les communications. Nous avons été frappés par les progrès que vous avez réalisés au chapitre de l'autarcie alimentaire et nous espérons vivement trouver d'autres moyens de coopérer à l'actualisation du potentiel agricole très considérable que recèle le Ghana.

Nous savons que les prochaines années seront déterminantes dans la réalisation des objectifs économiques que vous vous êtes fixés dans votre plan quinquennal de développement. Nous sommes également conscients de l'obstacle considérable qu'ont dressé les prix quadruplés du pétrole devant votre croissance économique alors même qu'elle prenait son essor.

En conséquence, nous nous engageons à maintenir et à augmenter notre collaboration au développement avec le Ghana durant cette phase très importante du plan quinquennal. Le développement s'imbrique évidemment dans le commerce, à la fois sur les plans national et international. En accord avec votre politique d'autarcie, nous serions très heureux de pouvoir élargir des échanges commerciaux au profit aussi bien du Ghana que du Canada. Je suis heureux d'avoir l'occasion, durant mon séjour ici, d'explorer de nouvelles et fort prometteuses formes de commerce avec les représentants de votre Gouvernement. L'an dernier, trois délégations commerciales de l'Ontario, province canadienne, sont venues visiter le Ghana; en retour, des délégués commerciaux du Ghana se rendront au Canada au cours des mois à venir.

Nos relations culturelles ont été assez limitées jusqu'à maintenant. Toutefois, les Canadiens s'intéressent de plus en plus au patrimoine riche et varié de l'Afrique. Des Canadiens d'origine africaine participeront peut-être au festival d'art noir qui se tiendra à Lagos. J'espère que ma visite ici stimulera les échanges culturels et l'intérêt dans ce secteur entre nos deux pays. Dans le domaine du sport, où le Ghana se fait valoir, nous comptons sur une participation enthousiaste de votre pays aux Jeux olympiques de 1976 qui auront lieu à Montréal.

Tant les virtualités que l'utilité caractéristique de l'amitié chaleureuse entre nos deux pays ne se limitent pas à nos relations bilatérales. Au sein d'organisations internationales sans cesse plus nombreuses et diversifiées, nos représentants ont oeuvré de concert, souvent pour aider à réconcilier des opinions divergentes au profit de sages décisions de compromis. A titre de membre du Commonwealth depuis sa création, le Canada a chaleureusement accueilli le Ghana au sein de l'Association en 1957. Nous avons tous deux été d'ardents partisans de ce lieu de rencontre plurinational des plus utile regroupant des pays de toutes les races et de tous les continents qui partagent des idéaux analogues et une langue de travail commune. Le Ghana et le Canada ont aidé à transformer ce club en un atelier de travail suscitant la coopération professionnelle et technique par l'entremise d'une multitude d'institutions et de réunions favorisant de fructueux échanges d'idées et de connaissances. Le secrétariat du Commonwealth a joué un rôle de premier plan dans cette expansion et il ne faut pas oublier que le Ghana a été le premier pays à mettre de l'avant l'idée d'un secrétariat du Commonwealth en 1965; son premier secrétaire général, qui terminera sous peu son mandat très constructif de dix ans, est un Canadien. Le premier secrétaire général adjoint a été un digne fils du Ghana et de l'Afrique. Il seyait au Ghana et au Canada d'être représentés au sein d'un petit comité formé des cadres supérieurs du Commonwealth qui ont récemment passé en revue les activités du Secrétariat. Ce ne sont là que quelques exemples de notre collaboration efficace au sein de cette Association qui tiendra en Jamaïque, ce mois-ci, l'un de ses sommets périodiques.

Aux Nations Unies, le Ghana et le Canada ont toujours fermement appuyé la notion du maintien de la paix et les opérations qui s'y rattachent. Cet appui ne s'est pas limité aux discours et aux contributions financières; les deux pays ont également dépêché d'importants contingents auprès des forces et des groupes d'observateurs des Nations Unies chargés de cette tâche difficile et délicate certes, mais combien essentielle.

Hélas, un certain nombre de nos soldats ont perdu la vie dans la sauvegarde de la paix internationale. De par notre nature, nous cherchons la paix et nous essayons de la maintenir. Nous parvenons, dans cette tâche laborieuse, complexe et interminable qui consiste à régler les conflits et à harmoniser les intérêts divergents d'États souverains, à jouer un rôle plus grand et meilleur que nos populations et nos effectifs pourraient le laisser présager.

Monsieur le Commissaire, vous avez fait allusion à la situation dans laquelle se trouve la population ghanéenne en raison de l'actuel système économique mondial. Vous avez affirmé que les efforts de développement déployés par votre pays ne sauraient avoir les effets les plus bénéfiques que si vous pouvez oeuvrer dans le cadre d'un ordre économique mondial dont l'équité serait la composante fondamentale.

Le Canada et la plupart des autres pays, y compris notamment les pays en voie de développement, sont aux prises avec les problèmes de l'instabilité monétaire, de l'inflation, de l'augmentation du prix des denrées et de l'ascension vertigineuse du coût de l'énergie. Tous ces facteurs ont une incidence grave sur nos balances des paiements et, en conséquence, sur notre capacité à gérer nos économies. En outre, dans un monde de plus en plus interdépendant, il serait peu réaliste de supposer que les conditions économiques et sociales (favorables ou défavorables) dans un pays ou une région ne se répercutent pas sur l'équilibre économique et social des autres parties du globe.

Dans cette société et ce système économique interdépendants, le Ghana et d'autres pays en voie de développement constituent des partenaires importants pour le Canada. Ainsi, au fur et à mesure de l'évolution du système international des échanges commerciaux et financiers, le Canada constate qu'il est nécessaire d'examiner quelles autres mesures s'imposent pour que les pays en voie de développement puissent tirer des avantages accrus du commerce, des investissements et du système financier internationaux. De l'avis du Canada, cet objectif sera mieux servi par des efforts coopératifs qui tiennent compte des intérêts véritables de toutes les nations. En effet, il n'est de question plus importante au chapitre du développement que celle du maintien du dynamisme économique mondial, car une diminution de la production et de la demande ne pourrait qu'engendrer des répercussions néfastes pour tous les pays, industrialisés ou en voie de développement.

Le Canada se plaît de constater le rétrécissement rapide de la région dominée par le racisme et le colonialisme en Afrique. Nous avons vivement félicité les nouvelles autorités portugaises pour leur décision mémorable d'accorder l'indépendance à toutes leurs colonies d'Afrique. Nous avons établi des relations diplomatiques avec la Guinée-Bissau et nous enverrons au cours des prochaines semaines une mission spéciale en Angola et au Mozambique pour y poser les jalons d'une relation fructueuse avec ces pays et avec les territoires portugais plus petits en Afrique qui prendront place comme membres libres et souverains aux Nations Unies et au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Il y a eu également des signes de progrès en Rhodésie et en Namibie, mais les perspectives n'y sont pas très claires et nous suivons les événements très attentivement. Il ne nous appartient pas de préjuger des conditions de quelque règlement éventuel dans ces deux pays. Toutefois, il ne fait pas de doute que la communauté internationale ne peut accepter un règlement qui ne soit ratifié par la majorité de la population de ces territoires. Nous vivons dans l'attente du jour où les régimes racistes et colonialistes comprendront qu'un nouvel ordre des choses doit s'implanter avant que les populations d'Afrique australe puissent espérer vivre dans la paix, la prospérité et la sécurité.

Plusieurs milliers de milles, des climats opposés et des économies fort différentes séparent le Ghana et le Canada. Dans la lignée des conférenciers invités, je m'en voudrais de ne pas noter que nous sommes unis par l'Atlantique. Toutefois, je suis enclin de penser que l'étendue de cet océan commun est si vaste qu'elle nous porte à dire que ce lien est très ténu. A mon avis, il nous faut reconnaître que le Canada et le Ghana sont très différents et très éloignés l'un de l'autre. En conséquence, il faut considérer notre amitié, nos relations personnelles et notre coopération très efficace comme un témoignage frappant du fait que les idées et les idéaux peuvent unifier plus que la distance ne peut séparer. Si nous sommes dans des sphères et des hémisphères différents, nous sommes néanmoins sur la même longueur d'onde. Notre coopération politique et économique a raison de la distance phénoménale qui nous sépare. Je suis convaincu que ce phénomène demeurera pendant de nombreuses années une constante de la vie internationale.